

Article

« II – Les relations extérieures du Québec »

Hélène Galarneau

Études internationales, vol. 18, n° 2, 1987, p. 424-430.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702171ar>

DOI: 10.7202/702171ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

II — Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1987)

A — Aperçu général

C'est par une action directe sur les scènes européenne, africaine et asiatique que se traduisaient au cours du trimestre les grandes préoccupations du gouvernement Bourassa. Le Premier ministre visitait d'abord en Grande-Bretagne et en Suisse en compagnie de son ministre de Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, dans le but de promouvoir le développement des échanges commerciaux et d'attirer au Québec les investisseurs étrangers. Les ministres des Relations internationales et de l'Industrie et du Commerce, MM. Gil Rémillard et Daniel Johnson, se rendaient pour leur part sur le continent asiatique, où ils tenaient essentiellement le même discours. Enfin, la ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, effectuait en préparation du sommet francophone une tournée africaine.

B — Questions économiques et commerciales

L'une des rencontres trimestrielles des premiers ministres provinciaux et canadien sur le libre-échange avait lieu à Ottawa le 11 mars¹. Quelque trois semaines auparavant, le premier ministre Bourassa s'était dit confiant de la conclusion d'une entente avec les États-Unis vers la fin de l'été. Il avait également rappelé la nécessité d'en arriver à une formule de ratification d'un éventuel accord qui soit en mesure de sauvegarder les intérêts du Québec, et avait laissé entendre qu'il soulèverait la question pendant les entretiens du 11 mars². À la fin janvier, M. Bourassa avait par ailleurs manifesté à Londres son inquiétude devant les conséquences possibles d'un accord de libre-échange sur l'agriculture québécoise. La ministre fédérale responsable du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, lui indiquait toutefois, lors d'une rencontre à Zurich deux jours plus tard, que l'agriculture était à peine touchée par les négociateurs du Canada et des États-Unis et que ce secteur ferait plutôt l'objet de discussions à la table de négociations du GATT. Le Premier ministre québécois et Mme Carney étaient de passage en Suisse à l'occasion du symposium organisé par le Forum économique mondial à Davos³.

Le livre des crédits de la prochaine année financière était déposé à l'Assemblée nationale le 25 mars⁴. Il prévoit une augmentation de 20,2 % du budget du ministère des Relations internationales par rapport à l'an dernier, qui atteindra \$66,3 millions. De cette somme, \$6,8 millions devaient servir à défrayer la contribution financière du Québec à l'organisation du sommet francophone de septembre. Les crédits alloués au ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique étaient de \$53,8 millions, soit une hausse de 23,2 %. Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration recevait pour sa part \$29,9 millions, un accroissement de 3,2 %⁵.

1. Christopher WADDELL, *The Globe and Mail*, 11 mars 1987, p. A5.

2. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 20 février 1987, pp. 11 et 13.

3. Michel Van de WALLE, *Le Devoir*, 2 février 1987, p. 4.

4. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 26 mars 1987, pp. 1 et 12.

5. Bernard Descôteaux, *Le Devoir*, 26 mars 1987, p. 12.

Un document du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique intitulé *Exportation et technologie: leviers de notre croissance économique* indiquait une hausse à un niveau record du déficit de la balance commerciale du Québec en 1986, la progression des exportations étant de 3,7 % pour cette année et celle des importations atteignant 6 %. Si les échanges avec les États-Unis se révèlent excédentaires, une situation fort différente prévaut pour l'Europe et l'Asie; le Québec, par exemple, importe du continent européen deux fois et demie plus qu'il n'y exporte⁶.

Enfin, le Centre d'arbitrage commercial national et international du Québec était officiellement inauguré le 15 janvier par M. Gil Rémillard, ministre des Relations internationales, et par M. Nabil Antaki, le président-directeur-général du Centre. M. Rémillard remettait au nouvel organisme une somme de \$100,000 qui constituait la première tranche d'une subvention de \$500,000 sur cinq ans⁷.

C — Les politiques d'immigration

L'arrivée par centaines au Québec de personnes qui espéraient y obtenir le statut de réfugié incitait la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Louise Robic, à rechercher au début de l'année une aide financière spéciale du gouvernement fédéral afin de permettre à la province d'absorber les coûts liés au processus d'accueil de ces personnes⁸. Le gouvernement québécois donnait en février à Mme Robic le mandat de récupérer d'Ottawa une somme de \$50 millions équivalente à la totalité de ses frais d'assistance aux nouveaux arrivants⁹. Le ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, M. Benoît Bouchard, affirmait être sensible à cette requête, mais refusait cependant d'octroyer une aide supplémentaire au Québec¹⁰. La ministre Robic demandait par ailleurs à plusieurs reprises au cours du trimestre le renouvellement complet du processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié¹¹ et désapprouvait les changements administratifs qui y étaient apportés le 20 février¹², estimant qu'ils ne réglaient rien¹³. Le cas des ressortissants chiliens cherchant refuge au Canada, mais qui en étaient empêchés à cause des mesures de resserrement annoncées par M. Bouchard, suscitait aussi de vives discussions entre Québec et Ottawa, les deux parliars de gouvernement ne s'entendant pas sur le nombre exact de ceux d'entre eux se trouvant véritablement en situation de détresse¹⁴.

D — La Francophonie

La première séance de travail du comité international de préparation du Sommet francophone de Québec se tenait à l'ambassade canadienne à Paris le 25 février. Elle permettait de fixer le mandat du comité: projet d'ordre du jour de la rencontre de septembre

6. Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 18 février 1987, p. 7.

7. Joce-Lyne GRAND'MAISON, *Le Journal de Québec*, 16 janvier 1987, p. 24, cité par *L'Argus*, 16 janvier 1987, p. A3; Jean-Claude RIVARD, *Le Soleil*, 16 janvier 1987, p. B5.

8. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 6 janvier 1987, pp. 1 et 8.

9. Michel C. AUGER, *Le Devoir*, 16 février 1987, pp. 1 et 16.

10. Marie TISON, *Le Devoir*, 17 février 1987, pp. 1 et 10; Michel VASTEL, *Le Devoir*, 6 janvier 1987, pp. 1 et 8.

11. François SHALOM, *The Globe and Mail*, 24 février 1987, p. A8; Michel C. AUGER, *Le Devoir*, 16 février 1987, pp. 1 et 16.

12. Voir *Les relations extérieures du Canada*; rubrique E, les politiques d'immigration.

13. Pierre CAYOUILLE, *Le Devoir*, 24 février 1987, pp. 1 et 10.

14. Pierre APRIL, *Le Devoir*, 28 mars 1987, p. A2; Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 31 mars 1987, p. 2.

et examen de l'organisation des travaux et des réunions ministérielles préalables. Les représentants personnels des chefs d'États et de gouvernements francophones surveilleront notamment la marche des dossiers confiés par le Sommet de Paris au comité du suivi en matière de culture et de communication, d'énergie et d'agriculture, de science et de technologie, et des industries de la langue. Les « sherpas » décidaient enfin de se rencontrer tous les mois jusqu'en septembre; les réunions devraient avoir lieu à Paris, alternativement à la délégation générale du Québec et à l'ambassade du Canada¹⁵. M. Jean-Louis Roy, le délégué général du Québec en France, soulignait le 16 mars à l'issue de la deuxième séance de travail des « sherpas » que la Suisse, qui avait assisté au Sommet de Paris à titre d'observateur, participerait de « plein droit » à celui de Québec¹⁶.

Le ministre délégué aux PME, M. André Vallerand, représentait le Québec à la réunion de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française qui avait lieu à Ouagadougou au Burkina Faso, du 12 au 16 janvier. Les ministres chargeaient un groupe de travail d'étudier la possibilité de tenir des Jeux de la Francophonie¹⁷.

E — Le Québec et les États-Unis

1 — LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Hydro-Québec et la *Central Maine Power Company* signaient le 10 février une lettre d'entente qui devrait conduire, vers le mois de juin prévoit-on, au contrat d'exportation d'électricité le plus considérable de la société d'État québécoise. L'entente, qui s'échelonne sur 29 ans et doit rapporter quelque \$15 milliards à Hydro-Québec, porte sur la vente d'énergie ferme et stipule que les livraisons d'électricité commenceront en 1992. Elles seront alors de 400 mégawatts par année, puis augmenteront jusqu'à 900 mégawatts par année. L'accord comporte plusieurs éléments nouveaux par rapport aux contrats d'exportation précédents. Premièrement, sa durée excède largement les échéances des contrats signés récemment avec des acheteurs non québécois. Une autre innovation porte sur la fixation des prix, qui seront indexés annuellement en fonction de deux indices de l'inflation. On abandonne donc la formule précédente suivant laquelle ils étaient reliés au coût de remplacement par de l'énergie produite à partir de matières fossiles (pétrole, charbon et gaz). Enfin, Hydro-Québec s'engage par cette entente à participer à la construction et à l'exploitation des installations techniques qu'il faudra ériger au Maine pour assurer le transport des quantités d'énergie prévues au contrat¹⁸.

2 — AUTRES QUESTIONS

De passage à la mi-mars dans la capitale américaine, où il rencontrait des représentants de l'*Environmental Protection Agency*, du Congrès et de certains groupes écologistes, le ministre québécois de l'Environnement, M. Clifford Lincoln, affirmait constater à travers ses discussions une « conjoncture politique idéale » pour accroître les pressions sur Washington

15. Ministère des Relations internationales, Direction des communications, *Communiqué de presse*, 25 février 1987; Jean-Paul BURY, *Le Devoir*, 27 février 1987, p. 10.

16. *La Tribune*, 17 mars 1987, cité par *L'Argus*, 23 mars 1987, p. A2.

17. *Le Journal de Québec*, 4 février 1987, cité par *L'Argus*, 4 février 1987, p. B1.

18. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 7 février 1987, pp. A1 et A20, Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 11 février 1987, p. 2, André FORGUES, *Le Soleil*, 11 février 1987, cité par *L'Argus*, 11 février 1987, p. A1.

au sujet des précipitations acides. Il proposait spécialement au premier ministre Mulroney de demander au président Reagan un échéancier de réduction des émissions de polluants acides lors de leur sommet à Ottawa en avril¹⁹.

Le ministre québécois du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, s'entretenait le 8 janvier à Montréal avec la ministre fédérale du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, des modalités d'application de l'accord sur le bois d'oeuvre conclu à la fin décembre par le Canada et les États-Unis. M. MacDonald déclarait au sortir de ces entretiens que le Québec « respecterait parfaitement l'esprit de l'entente canado-américaine »²⁰.

Mme Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, indiquait dans un communiqué son désir d'assurer la présence d'un représentant de son ministère dans le cadre des opérations de la délégation générale du Québec à New York. Mme Bacon devait se rendre dans la métropole américaine à la fin mars pour rencontrer à ce sujet Mme Rita Dionne-Marsolais, la responsable de la délégation du Québec dans cette ville, et discuter avec plusieurs intervenants des milieux culturels newyorkais²¹.

F — Le Québec et l'Europe occidentale

1 — LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE BOURASSA EN GRANDE-BRETAGNE ET EN SUISSE

Le premier ministre Bourassa entreprenait le 26 janvier à Londres un voyage d'une dizaine de jours en Grande-Bretagne et en Suisse. Il était accompagné par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald. Il s'agissait d'une mission à caractère essentiellement économique dont « l'objectif, disait M. Bourassa, était de mettre en valeur les atouts du Québec »²². Pendant son séjour dans la capitale britannique, le Premier ministre multipliait les rencontres avec les gens d'affaires londoniens et donnait une entrevue à l'hebdomadaire *The Economist*. Il procédait aussi, lors de son passage à la délégation québécoise à Londres, à la nomination de huit conseillers bénévoles au commerce extérieur ayant pour responsabilité d'affermir la représentation économique du Québec en Grande-Bretagne²³. Le Symposium annuel du Forum économique mondial réunissant à Davos, en Suisse, les dirigeants économiques et politiques d'une cinquantaine de pays constituait la deuxième grande étape du voyage de M. Bourassa. Ce dernier profitait de la tenue d'un séminaire sur l'économie québécoise pour faire valoir les avantages d'investir au Québec²⁴. M. MacDonald rejoignait le Premier ministre dans les Alpes suisses après s'être brièvement rendu en Belgique afin de discuter de la possibilité d'intégrer certaines entreprises québécoises au projet Eurêka²⁵. Il devait également se rendre au siège du GATT²⁶. Le voyage de M. Bourassa se terminait à Zurich où il s'entretenait avec divers représentants des milieux industriels et bancaires²⁷.

19. Jean-François LISÉE, *La Presse*, 17 mars 1987, cité par *L'Argus*, 17 mars 1987, p. A11.

20. Pierre CAYOUILLE, *Le Devoir*, 9 janvier 1987, p. 2.

21. *Le Devoir*, 20 mars 1987, p. 13.

22. Michel DAVID, *Le Soleil*, 5 février 1987, cité par *L'Argus* 5 février 1987, p. A1.

23. Michel Van de WALLE, *Le Devoir*, 27 janvier 1987, p. 2.

24. Michel DAVID, *Le Soleil*, 27 janvier 1987, cité par *L'Argus*, 27 janvier 1987, pp. A2-A3.

25. Michel Van de WALLE, *La Presse*, 2 février 1987, cité par *L'Argus*, 3 février 1987, pp. A4-A5.

26. Michel DAVID, *Le Soleil*, 28 janvier 1987, cité par *L'Argus*, 28 janvier 1987, pp. A1-A2.

27. Gilbert BRUNET, *La Presse*, 10 janvier 1987, p. B3, cité par *L'Argus*, 13 janvier 1987, p. B3.

2 — LA FRANCE

Devant l'impossibilité pour le premier ministre Chirac de quitter la France, c'était ses ministres des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, et de la Culture et de la Communication, MM. Jean-Bernard Raimond, Michel Noir et François Léotard, qui effectuaient une visite officielle au Québec à la mi-janvier. Les trois hommes tenaient plusieurs séances de travail avec leurs homologues respectifs sur différents volets de la coopération franco-québécoise²⁸. Comme on l'a mentionné plus haut, une entente prévoyant la diffusion de la chaîne TV5 au Québec et au Canada était signée à Montréal au cours de ce séjour par M. Léotard et les ministres canadiens et québécois des communications, Mme Flora MacDonald et M. Richard French. On annonçait au cours d'une conférence de presse donnée par M. Raimond et le ministre québécois des Relations internationales, M. Gil Rémillard, la venue du président Mitterrand au Québec et à Ottawa en mai prochain²⁹.

Deux ministres québécois se rendaient à Paris cet hiver. Le ministre de la Justice, M. Herbert Marx, rencontrait au cours d'un bref séjour dans la capitale française à la fin du mois de mars le Garde des Sceaux de France, M. Albin Chalandon, et les secrétaires d'État à la Protection du Consommateur et aux Droits de l'Homme, MM. Jean Artuis et Claude Malhuret. Les entretiens avaient pour but d'améliorer la collaboration entre le Québec et la France dans le domaine judiciaire et portaient notamment sur un projet bilatéral d'indemnisation des victimes d'actes criminels. M. Marx s'arrêtait également en Belgique pour y promouvoir la conclusion d'accords bilatéraux en matière de justice³⁰. La ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, se rendait pour sa part dans la capitale française au début de février avant d'entreprendre une tournée en Afrique. Des discussions avec le ministre français de la Culture et de la Communication, M. François Léotard, et la secrétaire d'État à la francophonie, Mme Lucette Michaux-Chevry, étaient prévues à son programme³¹.

G — Le Québec et l'Afrique

1 — LA TOURNÉE AFRICAINE DE LA MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES

En réponse à plusieurs invitations lui ayant été lancées lors du Sommet francophone de Paris, la ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, effectuait du 8 au 24 février une tournée africaine axée sur les thèmes de la coopération culturelle et de la francophonie³². Mme Bacon s'arrêtait d'abord trois jours à Alger afin d'y rencontrer divers représentants gouvernementaux, notamment son homologue algérien, M. Boualem Bessaïeh, au sujet du développement des échanges Québec-Algérie dans le domaine culturel³³. Elle se rendait ensuite au Sénégal où elle tenait des séances de travail avec son homologue sénégalais, M. Makhily Gassama, et le ministre de l'Éducation nationale, M. Iba Der Thiam. Elle devait aussi s'entretenir avec le président Abdou Diouf. Prenant la parole devant le Club Nation et Développement, Mme Bacon précisait l'intention du Québec d'instaurer à l'occasion du sommet francophone de septembre prochain « trois programmes de coopération multilatérale portant sur l'écrit, l'audio-visuel, les arts et les spectacles visuels »³⁴. Elle signait enfin un

28. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 7 janvier 1987 et 13 janvier 1987.

29. Michel DAVID, *Le Soleil*, 17 janvier 1987, p. A7, cité par *L'Argus*, 20 janvier 1987, p. A16.

30. Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse*, 28 mars 1987, cité par *L'Argus*, 30 mars 1987, p. A11.

31. Jean-Paul BURY, *Le Devoir*, 6 février 1987, p. 2; *Le Journal de Québec*, cité par *L'Argus*, 4 février 1987, p. B8.

32. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 7 janvier 1987, p. 8.

33. *Le Devoir*, 9 février 1987, p. 3.

34. *Le Devoir*, 16 février 1987, p. 3.

communiqué commun où les gouvernements québécois et sénégalais s'engageaient à accentuer leur coopération dans le domaine des arts et de la culture, particulièrement grâce au jumelage d'institutions culturelles et à des échanges dans les champs de la musique, du théâtre et de la littérature³⁵. Troisième étape de sa tournée, la Côte d'Ivoire, où l'objet de sa visite consistait là encore à préparer le Sommet de Québec³⁶. Mme Bacon achevait son séjour en sol africain au Maroc. Elle était reçue à Rabat par le premier ministre marocain, M. Azeddine Laraki, et par ses ministres des Affaires étrangères et de la Culture, M. Abdellatif Filali et Mohamed Benaïssa, qui l'assuraient d'une participation active du Maroc au sommet de septembre à Québec³⁷.

2 - L'ALGÉRIE

Début février, le vice-ministre algérien chargé du tourisme, M. Mohamed Salah Mentouri, effectuait une visite de quelques jours au Québec. Il était reçu à dîner par le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, et devait rencontrer son homologue québécois, M. Yvon Picotte, afin de discuter des questions liées au développement de la coopération entre le Québec et l'Algérie dans le domaine touristique³⁸.

H — Le Québec et la région Asie-Pacifique

« Le Québec doit prendre le virage asiatique », tel était le message lancé par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, aux gens d'affaires montréalais et aux conseillers économiques du Québec à l'étranger réunis dans la métropole québécoise à l'occasion de la journée Export-Action '87 tenue le 19 mars. M. MacDonald rappelait à ses auditeurs la croissance du déficit de la balance commerciale du Québec avec la zone Asie-Pacifique et leur soulignait la ferme intention de son gouvernement de modifier cette situation³⁹. Il faisait ainsi écho aux propos exprimés en janvier par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, qui souhaitait voir le développement des relations entre les entreprises québécoises et les pays asiatiques, notamment grâce à un réaligement des échanges Québec-Asie vers les industries de pointe⁴⁰.

Le gouvernement québécois jugeait bon de démontrer son intérêt envers l'Asie par la « présence régulière d'un de ses représentants » sur ce continent⁴¹. Le ministre Johnson entreprenait ainsi du 21 février au 6 mars l'une des deux missions parallèles effectuées en Asie par des ministres québécois au cours du trimestre, son voyage coïncidant avec celui de son collègue des Relations internationales, M. Gil Rémillard. Il s'arrêta d'abord à Hong Kong, où il rencontrait des représentants des milieux d'affaires dans le but de les informer des possibilités d'investissements au Québec, puis devait se rendre en Corée du Sud et au

35. *Le Soleil*, 15 février 1987, cité par *L'Argus*, 17 février 1987, pp. A3-A4; *Le Devoir*, 20 février 1987, p. 7.

36. *Le Matin*, 17 février 1987, cité par *L'Argus*, 17 février 1987, p. A3.

37. *Le Devoir*, 25 février 1987, p. 2.

38. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 2 février 1987; *Le Journal de Québec*, 3 février 1987, cité par *L'Argus*, 3 février 1987, p. B14.

39. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 14 mars 1987.

40. Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 23 janvier 1987, p. 13.

41. Ministre de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué de presse*, 21 février 1987.

Japon afin là aussi de tenter d'accroître les relations commerciales du Québec avec ces pays⁴². De son côté, M. Rémillard arrivait le 25 février au Japon pour une visite de quatre jours pendant laquelle il faisait valoir l'image du Québec, « partenaire fiable ». Il devait ensuite passer près d'une semaine en Chine pour y faciliter la conclusion de projets québécois liés à l'agro-alimentaire, à l'ingénierie et à l'hydro-électricité⁴³.

I — Chronologie thématique*

Promotion de l'entreprise québécoise en Asie du Sud

27 janvier:

Un communiqué du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique indique que ce ministère coordonne des activités promotionnelles—mission commerciale, foire industrielle — d'une trentaine d'entreprises québécoises sur les marchés indien et pakistanais en janvier et en février.

Coopération Québec-Thaïlande

9 février:

Le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan, discute avec son homologue thaïlandais, M. Pichit Rattakul, des formes possibles de coopération entre le Québec et la Thaïlande.

Le développement forestier au Rwanda

19 février:

On annonce la signature d'un accord de coopération entre l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministre des Relations internationales dans le cadre d'un projet de préservation et de mise en valeur des ressources forestières du Rwanda.

Protocole de coopération Québec-Russie

27 février:

Un protocole de coopération entre des ministères et organismes de la République socialiste fédérative soviétique de Russie et le gouvernement québécois est signé à Québec. Il permet une collaboration aux niveaux scientifique, technique et culturel pour le développement du Nord.

Henri Lopes, de l'UNESCO, à Québec

23 mars:

Le sous-directeur général pour la culture et les communications à l'UNESCO, M. Henri Lopes, entreprend une visite officielle à Québec où il doit rencontrer M. Gil Rémillard, ministre des Relations internationales, et Mme Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles.

42. *Le Journal de Québec*, 21 février 1987, cité par *L'Argus*, 24 février 1987, p. B3; Ministre de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué de presse*, 21 février 1987.

43. Gilbert BRUNET, *La Presse*, 14 février 1987, cité par *L'Argus*, 14 février 1987, p. B3; Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué de presse*, 26 février 1987.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.